

ANALYSE RÉGIONALE DE QUELQUES INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES OUEST-AFRICAINS



Parmi les conséquences de la crise qui a frappé l'Afrique subsaharienne pendant les années 1980-1990, la plus dommageable a sans doute été la perte de confiance qui a affecté tant les membres des classes dirigeantes que leurs partenaires extérieurs »¹. Nombre d'analyses sur la question de l'intégration régionale notamment, débouchent sur un diagnostic peu réjouissant d'immobilisme, voire d'échec. Pourtant, en replaçant la situation actuelle de l'Afrique de l'Ouest du point de vue historique et géographique, des conclusions davantage mesurées et motivantes peuvent être tirées de l'analyse des indicateurs macro-régionaux et donner un sens aux efforts entrepris à tous les niveaux pour construire l'intégration régionale ouest-africaine.

Les principaux enseignements de l'analyse des indicateurs socio-économiques, effectuée par le CSAO en 2004 sur une période de 40 ans, sont restitués dans la présente fiche, sur une zone de 7,8 millions de km² couvrant 18 pays dont les 15 pays membres de la CEDEAO auxquels s'ajoutent la Mauritanie, le Tchad (membres du CILSS) et le Cameroun.

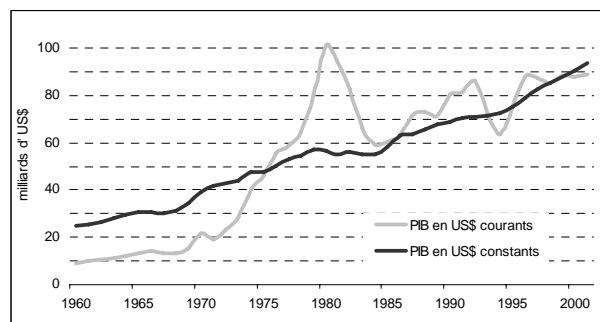
LA PLUS FORTE DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE DE L'HISTOIRE ET LA POPULATION LA PLUS JEUNE DU MONDE

Avec 265 millions d'habitants en 2001 selon la Banque mondiale, l'Afrique de l'Ouest devrait compter environ 430 millions d'habitants à l'horizon 2020, et dépasser sans doute le demi-milliard autour de 2040. A l'heure actuelle, cette population se caractérise par ailleurs par son extrême jeunesse puisque 45 % des Africains de l'Ouest ont moins de 15 ans. Ces deux facteurs constituent de toute évidence deux éléments clés incontournables de la compréhension et de la gestion politique, économique et sociale des sociétés ouest-africaines.

Ainsi, le PIB *per capita* en Afrique de l'Ouest (indice le plus couramment utilisé pour évaluer et comparer les performances économiques entre pays) n'a pratiquement pas évolué de 1960 à 2001. Une analyse rapide de l'évolution de cet indicateur aboutit donc à un constat de stagnation. Pris individuellement, les Africains de l'Ouest d'aujourd'hui produisent en effet à peine plus de richesses qu'hier, mais ils sont trois fois plus nombreux. Il a donc fallu une croissance du PIB de

plus de 300 % en quatre décennies pour parvenir à ce résultat. D'autre part, la très forte proportion d'enfants dans la population totale – dont la plupart n'est pas économiquement active – contribue à faire chuter l'indicateur (plus nombreux sont les enfants, plus la richesse créée par les actifs est divisée).

PIB régional entre 1960 et 2001



Source : WDI 2003, Banque Mondiale

LA RÉGION EST EN VOIE D'URBANISATION RAPIDE

Conséquence plus ou moins directe de ces tendances démographiques : l'Afrique de l'Ouest est, ou est sur le point de devenir une région majoritairement urbaine et non plus agricole. Si la part de la croissance urbaine résultant de la migration des campagnes vers les villes est significative (de l'ordre de 30 %), elle est appelée à se réduire régulièrement au profit de la croissance naturelle. Le terme « exode rural », communément usité, s'avère en réalité souvent inapproprié. Et contrairement à certaines idées reçues, la croissance urbaine au cours des dernières décennies ne s'est pas accompagnée d'un dépeuplement du milieu rural dont la population a continué et continuera de croître selon toutes les prévisions.

A partir de là se pose la question de savoir comment l'Afrique a pu faire face à l'explosion démographique, au peuplement du milieu rural et à la fantastique croissance urbaine sans drame majeur dans une grande partie du continent. Certaines réponses peuvent sans doute être trouvées dans l'observation pointue des dynamiques socio-économiques internes aux sociétés africaines.

Dans l'économie populaire, qui fait vivre environ les trois-quarts de la population urbaine, la « logique économique individuelle » n'est pas d'accumuler mais plutôt de partager.

¹ Cour J.M. (1998), Etude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest ; pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest, une vision à l'horizon 2020.

FRONTIÈRES ET INTÉGRATIONS EN AFRIQUE DE L'OUEST

A l'évidence, la migration vers la ville et les logiques de l'économie populaire résultent le plus souvent d'une stratégie rationnelle ou, plus encore, d'une adaptation des sociétés africaines au choc démographique évoqué plus haut. Les villes de l'Afrique de l'Ouest jouent ainsi en quelque sorte un rôle d'« éponge » de la croissance démographique.

L'AGRICULTURE EST EN TRANSFORMATION FACE À UN MARCHÉ DOMESTIQUE EN PLEINE CROISSANCE

Si le secteur agricole joue un rôle légèrement décroissant dans l'économie ouest-africaine, sa valeur ajoutée a crû plus ou moins au même rythme que la population au cours des quinze dernières années, ce qui aboutit à une quasi-stagnation de la valeur ajoutée agricole *per capita*. L'agriculture ne constitue plus l'activité ni la source de revenus principale de la population mais reste et restera au cœur des enjeux de développement, si tant est qu'elle parvienne à s'adapter à un contexte en mutation rapide.

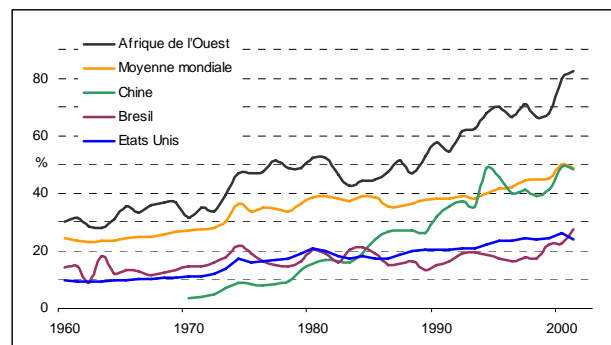
Aujourd'hui, la majorité de la population régionale ne tire pas ses revenus de l'agriculture. Les consommateurs, qui sont donc devenus majoritaires, diversifient la demande alimentaire en se tournant à la fois vers le marché mondial et vers les producteurs locaux. Cette tendance se traduit à la fois par une forte croissance des importations alimentaires (céréales notamment) et par une très forte augmentation de la production de maïs, de tubercules, de fruits et de légumes. Dans le contexte d'une agriculture menacée par les importations bon marché et la baisse des cours mondiaux, l'enjeu est probablement pour les agriculteurs ouest-africains de saisir l'opportunité du développement d'un marché « intérieur » en forte croissance et en forte diversification. Le rôle des politiques agricoles et commerciales est et sera encore à l'avenir d'une importance cruciale.

LE CHOC DE L'INSERTION DANS LE MARCHÉ MONDIAL ET LA NÉCESSITÉ D'AGIR RÉGIONALEMENT

La part de l'Afrique de l'Ouest dans le commerce mondial est en baisse (de 1 % en 1960 à 0,5 % aujourd'hui). Cette situation est en partie due au fait qu'un grand nombre de pays ouest-africains dépendent des exportations d'un petit nombre de matières premières dont la part dans les échanges mondiaux est en baisse continue (produits agricoles) ou stable (pétrole). En dépit de la baisse globale des cours, l'Afrique de l'Ouest a augmenté ses recettes d'exportations sur les quarante dernières années, ce qui traduit une croissance importante des volumes échangés. Aussi marginalisée soit-elle, la région est l'une des plus immergées dans le marché mondial : la part du commerce (importations et exportations)

dans le PIB ouest-africain est l'une des plus élevées du monde. Ainsi, elle augmente entre 1960 et 2001 de 30 à 82 %.

Part du commerce dans le PIB : divers exemples de pays et régions



Source : WDI 2003, Banque Mondiale

Si la part officielle du commerce intra-régional reste faible (environ 12 % des exportations totales en valeur ces dernières années au sein des espaces CEDEAO et UEMOA), tous les spécialistes s'accordent pour dire qu'elle est largement sous-estimée en raison du caractère informel d'une grande partie des transactions qui s'opèrent chaque année par delà les frontières sans qu'aucun service statistique ne soit en mesure de les mesurer. Alors que l'Afrique est la seule région du monde à devoir supporter simultanément le choc de l'insertion dans la mondialisation et de la transition démographique, il y a fort à parier que le marché domestique ouest-africain - qui pèse aujourd'hui près de 300 millions de personnes et probablement un demi-milliard dans 35 ans - constituera l'enjeu principal du développement de la région à moyen et long terme.

Du fait de l'absence de cadre juridique harmonisé à l'échelle de toute l'Europe, la coopération transfrontalière continue d'être régie par des accords bilatéraux dont le contenu et le degré de décentralisation varient en fonction de la volonté politique des signataires. Par ailleurs, si les accords basés sur le droit public garantissent plus de participation démocratique que ceux fondés sur le droit privé, ils demeurent encore conditionnés par la bonne volonté des États.

EN SAVOIR PLUS

www.afriquefrontieres.org

« Analyse régionale de quelques indicateurs socio-économiques ouest-africains »

Laurent Bossard et Philipp Heinrigs

Document de travail WABI/DT/23/04, septembre 2004

Contacts : laurent.bossard@oecd.org /
philipp.heinrigs@oecd.org
✉ www.oecd.org/sah